

M.E.S., Numéro 136, Vol. 2, septembre – octobre 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---

***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, septembre - octobre 2024*



# FINANCEMENT PUBLIC DE L'ÉDUCATION ET SCOLARISATION PRIMAIRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

par

**Jier BANZA NGOY**

Assistant

**Hasslair BOTOLOLO NGUMBA**

(Tous) Apprenants au DEA, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,  
Université de Kinshasa

## Résumé

Dans ce travail, il est question d'établir le lien entre le financement public alloué à l'éducation et le niveau de scolarisation primaire en RDC sous la période d'étude en passant par un test de corrélation et en utilisant la régression classique par la méthode de Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Les résultats issus de cette étude nous montrent l'existence d'une corrélation positive entre les deux sphères, et que les dépenses publiques ont impacté positivement les effectifs scolaires (TBSP) bien que cet impact reste mitigé suite aux caractéristiques du système éducatif congolais dû à la faible capacité de financement allouée au secteur de l'éducation et la mauvaise gouvernance qui a occasionné la baisse significative de la part du budget de l'Etat alloué à ce secteur.

**Mots-clés :** éducation, finance publique

## Abstract

In this work, it is a question of establishing the link between the public funding allocated to education and the level of primary schooling in the DRC under the study period by going through a correlation test and using classical regression by the Ordinary Least Squares (OLS) method. The results of this study show us the existence of a positive correlation between the two spheres and that public spending has had a positive impact on school enrolment (TBSP) although this impact remains mixed due to the characteristic of the Congolese education system due to the low financing capacity allocated to the education sector and poor governance which caused a significant drop in the share of the State budget allocated to this sector.

**Keywords :** education ; public finance

## INTRODUCTION

Ce travail cherche à établir le lien entre le financement public du secteur de l'éducation et la scolarisation primaire en République Démocratique du Congo.

Il est bien connu de tous que l'éducation est au centre de toute problématique de développement durable d'un pays. Ses nombreux effets bénéfiques et vertueux ne sont plus à démontrer dans l'amélioration de la productivité du travail, dans l'innovation technologique, dans ses impacts économiques et sociaux, dans le domaine de la santé et surtout dans la réduction de la pauvreté.

De tous les secteurs où l'investissement ou l'aide financière peut être profitable à une nation, le secteur éducatif est celui qui donne la plus-value la plus significative d'autant plus que, l'homme est le véritable moteur du développement. En effet, investir dans l'éducation est l'une des voies permettant de créer des ressources humaines sûres, de bonne qualité et compétentes qui seront amenées à prendre part activement à la vie économique et à la gestion du pays dans le futur. Au niveau macro, l'éducation permet l'augmentation de la productivité de l'économie nationale et une meilleure attractivité pour les nouveaux investissements. De même, les dépenses de l'éducation sont censées produire dans l'avenir un supplément de richesses et de bien-être. Au niveau micro, le niveau de l'éducation d'un individu doit lui permettre d'accroître la productivité de son travail et de recevoir un meilleur salaire.

A ce titre, le financement ou l'investissement à l'éducation représente, non seulement une condition sine qua non pour le bien-être des individus, mais aussi un élément fondamental pour : (i) vaincre la pauvreté et la faim, tel que prôné une fois de plus en tête du nouvel agenda international de développement, connu sous le nom « Objectifs de développement durable, ODD

en sigle ; (ii) favoriser le facteur d'égalisation sociale sous la condition de permettre à tous les individus quels que soient leurs classes sociales, leur genre, ou, leur groupe ethnique de bénéficier de revenus supérieurs ; (iii) créer un ciment social dans le sens où elle donne à une population l'ensemble des valeurs culturelles communes tout en permettant le développement individuel.

Mais pour jouir du trésor caché de l'éducation, il faudrait que celle-ci soit préalablement financée, car son financement améliore la qualité et la productivité du travail, ce qui favorise le développement ou la croissance économique. Le financement assure donc la survie d'un système éducatif performant.

En République Démocratique du Congo, la crise multiforme qu'a connue le pays, a laissé ses institutions dans une situation de fragilité, caractérisée en ce qui concerne le secteur de l'éducation par un désengagement financier. La crise économique et politique qui a caractérisé la RDC durant les années 1990, a eu une incidence négative sur tous les segments de la vie nationale, y compris dans le secteur de l'éducation. Le resserrement de l'espace fiscal de l'Etat dû à la mauvaise gouvernance qui a occasionné la baisse significative de la part du budget de l'Etat alloué au secteur de l'éducation (de 30 % en 1971 à moins de 8 % en 2000), a affecté la qualité du système éducatif. Le pays qui avait atteint un taux brut de scolarisation de 92 % en 1971, puis 93 % en 1972, a vu celui-ci tomber à 55 % en 1990, puis à 49 % en 2000<sup>1</sup>.

En outre, le sous financement du secteur de l'éducation couplé aux pillages ainsi qu'aux conflits armés récurrents, ont occasionné la destruction et le vieillissement des infrastructures scolaires, le vieillissement et la non-mécanisation du personnel, le décrochage et les abandons scolaires, etc.

Avec le retour de la paix, bien que le secteur de l'éducation soit l'un des cinq secteurs prioritaires en RDC, le financement total de l'Etat à ce secteur est quant à lui en hausse depuis 2011, mais reste toutefois sous-financé, seuls 2,3 pourcents du PIB étaient budgétisés pour le secteur, et seulement 10,9 pourcents du total des dépenses publiques exécutées étaient destinées à l'éducation en 2013<sup>2</sup>.

Malgré le fait que le secteur de l'éducation ait été dominé par des sources non publiques au cours de ces dernières années (essentiellement les ménages), le Gouvernement affiche depuis peu une plus grande appropriation, comme en témoigne la hausse du total des dépenses réelles de l'Etat dans le secteur. Par exemple, le budget exécuté a augmenté en moyenne de 6 pourcents par an, passant de 164 millions \$US en 2009, à 210 millions \$US en 2013 (à prix constants de 2005). Comparé aux 7,5 pourcents de croissance moyenne du PIB réel au cours de la période, il est cependant évident que les dividendes de la croissance économique n'ont pas bénéficié au secteur de l'éducation, comme le recommandait le CDMT. Ceci signifie que, malgré la tendance à la hausse des dépenses de l'éducation, cette augmentation n'est pas proportionnelle à la croissance du PIB, ce qui contribue au sous-financement du secteur. Par exemple, la part exécutée du budget de l'enseignement public en pourcentage du PIB est demeurée constante, aux alentours de 1,8 pourcent, entre 2011 et 2013. Dans l'ensemble, la tendance du financement de l'éducation est à la hausse en termes réels, mais stagne légèrement en termes de pourcentage par rapport au PIB<sup>3</sup>.

## I. REVUE DE LA LITTERATURE

### 1.1. Revue de la littérature théorique

Des études dans le secteur ont rapporté que les dépenses publiques n'ont pas soutenu le processus de développement humain, et contribuent peu à l'amélioration de la performance éducative des élèves.

<sup>1</sup> PNUD, « L'évaluation des progrès accomplis par la RDC dans la réalisation des OMD », Rapport OMD 2000-2015, p. 59.

<sup>2</sup> GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, Revue des Dépenses Publiques du secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo : Une Analyse d'Efficiéce, d'Efficacité et d'Équité, Banque Mondiale, Kinshasa, 2015, p.44.

<sup>3</sup> GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, *Idem*.

De même, la théorie du capital humain développée en 1964 par Gary Becker affirme que les savoirs transmis par l'éducation améliorent directement les performances des individus. Ses effets bénéfiques ne sont plus à démontrer tant dans d'autres domaines que dans la réduction de la pauvreté.

Beaucoup de chercheurs ont examiné le lien entre les dépenses publiques sectorielles et leurs résultats (la plupart du temps dans les secteurs de la santé et de l'éducation). Entre les auteurs intéressés à ce sujet, on peut remarquer, Flug, Spilimbergo et Wachtenheim (1998), qui, grâce à des régressions de type cross-country et panel data, constatent que le taux moyen d'inscription dans l'enseignement secondaire est négativement affecté par la faiblesse des marchés financiers, la volatilité de l'emploi et l'inégalité du revenu durant la période 1970-1972. Quant aux dépenses publiques consacrées à l'éducation, ils ont trouvé que celles-ci ont un effet positif, mais statistiquement insignifiant sur le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire.

D'autres auteurs reconnus, comme Gupta, Cléments et Tiongson (1998), suggèrent, à travers une comparaison entre 118 pays, que les dépenses réelles publiques d'éducation et de santé per capita ont augmenté, en moyenne, dans les pays en voie de développement depuis les années 80. Dans les pays qui ont des programmes d'ajustement structurel soutenus par le FMI, cette augmentation est comparable, et parfois plus grande, que dans les autres pays. D'après les auteurs susmentionnés, cette augmentation a été accompagnée par des améliorations dans les indicateurs sociaux.

Pour leur part, des auteurs aussi importants que Barro et Lee (2000) présentent une nouvelle base de données qui inclut des mesures « input et output » de la qualité de l'éducation pour un large nombre de pays (54), grâce à laquelle ils ont étudié les causes déterminantes de la qualité de l'éducation chez les élèves de l'école primaire. Les résultats de cette étude prouvent que les inputs de la qualité scolaire sont étroitement liés aux résultats (outputs) scolaires, ceux-ci mesurés par les résultats des tests internationalement comparables, les taux de déperdition et les taux de décrochage. Concernant les dépenses totales en éducation par étudiant, si on les prend comme la seule variable explicative pour mesurer la qualité de l'éducation primaire, celle-ci s'avère insignifiante statistiquement, ce qui veut dire qu'une augmentation des ressources scolaires totales elle-même ne peut pas mener à une augmentation de l'accomplissement scolaire. De même, si on inclut dans la régression de la qualité de l'éducation quatre variables explicatives : le rapport professeur-élève, le salaire des professeurs, les dépenses d'éducation et la longueur de l'année scolaire, le coefficient des dépenses publiques éducatives par étudiant montrent un signe négatif et s'avèrent aussi insignifiants statistiquement, alors que le rapport de professeur-élève et le salaire des professeurs sont très significatifs.

Plus récemment, Gupta, Verhoeven et Tiongson (2002), grâce aux résultats obtenus à l'aide des régressions de type cross-country pour 50 pays, fournissent d'évidence en faveur de la proposition suivante : une augmentation des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé est très importante pour l'accomplissement scolaire des élèves et l'amélioration de l'état de santé de la population. Néanmoins, ce rapport n'est pas définitif, et l'évidence est plus forte pour l'éducation que pour la santé.

D'autre part, Rajkumar et Swaroop (2002) ont constaté l'importance du rôle du gouvernement (mesuré par le niveau de la corruption et la qualité de la bureaucratie) concernant l'efficacité des dépenses publiques, en réalisant des régressions du type cross-country qui estimaient le rapport entre les dépenses publiques et les résultats des secteurs de la santé et de l'éducation pour 90 pays durant les années 1990 et 1997. Leur principale innovation consiste donc à expliquer les différences dans l'efficacité des dépenses publiques à travers différents pays par la qualité du gouvernement. Les auteurs ont trouvé qu'une augmentation des dépenses en éducation primaire est susceptible d'être plus efficace dans un pays avec de bons indicateurs de gouvernance.

En effet, Baldacci, Guin-Siu et Mello (2003) ont trouvé que les dépenses publiques sont un déterminant important des résultats sociaux, en particulier dans le secteur d'éducation. Contrairement aux études précédentes, où les indicateurs sociaux ont été employés comme proies

pour l'accomplissement de l'éducation et l'état de la santé de la population, cette étude applique une méthodologie alternative qui se sert d'une variable dépendante inobservable ou latente mesurée par plusieurs indicateurs (modèle LISREL aussi connue comme modèle à variable latente) afin d'estimer le modèle.

Il en est de même avec Almonacid M. (2005) dans son étude sur l'effet des dépenses publiques d'éducation sur la qualité de l'éducation primaire qui a conclu que les dépenses publiques d'éducation, malgré leur influence positive et significative, contribuent peu à l'amélioration de la performance éducative des élèves si on les compare à la contribution des autres variables. Par conséquent, d'après ces résultats, les politiques d'éducation devraient se concentrer sur la façon dont le gouvernement réalise ses dépenses, c'est-à-dire les rubriques au titre desquelles le gouvernement devrait dépenser, plutôt que de se concentrer sur une augmentation de ses dépenses..

## 1.2. Revue de la littérature empirique

Pour leur part, Castello et Domenech (2002) et Sylvester (2002), ont développé un modèle pour estimer économétriquement la relation entre IGE et DPE. Après avoir effectué les estimations à effets fixes temporels et individuels, les résultats montrent qu'une affectation supplémentaire des ressources publiques dans l'éducation est génératrice d'une plus grande équité dans la distribution du capital humain. A condition que cette augmentation soit équitablement répartie entre les différents niveaux d'éducation.

De son côté Foueka T., (2016) a fait une étude sur les dépenses publiques d'éducation et développement humain au Cameroun. L'auteur a conclu que les dépenses publiques d'éducation n'ont pas véritablement soutenu le processus de développement humain au Cameroun pour deux raisons : la mauvaise répartition de ces dépenses entre les différents niveaux d'éducation ce qui a entraîné une faible redistribution des ressources au sein de la population et ces dépenses ont beaucoup plus servi au financement de l'accès à l'éducation, et non à l'octroi aux individus d'un capital humain solide de qualité dont il a été illustré quelques éléments indispensables pour son amélioration.

Bilek A. (2006) a fait une analyse théorique et empirique appliquée au cas français sur économie politique des déterminants des dépenses publiques d'éducation. Les résultats de l'étude suggèrent que les variables économiques (tel que le revenu ou le taux de chômage) sont prépondérantes. Elles permettent de rendre compte, non seulement du niveau de l'offre locale, mais aussi de la répartition des ressources nationales. L'auteur montre également que les variables politiques affectent également l'offre d'éducation au niveau local. De même, l'existence de comportement de lobbying de la part des collectivités locales afin de conserver ou d'attirer une partie plus importante des dotations centrales semble confirmée par l'examen des données.

De son côté, Molina A. (2013) a fait une analyse sur les facteurs qui influent sur les dépenses publiques en matière d'éducation en ce qui concerne les pays de l'OCDE. À cette fin, un modèle de panneau de données a été estimé à 33 pays sur une période de 14 ans (de 1996 à 2009, inclusivement). Les résultats obtenus nous permettent de conclure que plus le développement économique, social et démocratique d'un pays n'est élevé, plus les dépenses consacrées à l'éducation ne sont entreprises par le gouvernement.

Pour ce qui est de la République Démocratique du Congo, Tshileo D. (2010) a fait une analyse sur les déterminants de long terme de dépenses publiques de l'éducation en RDC de 1980 à 2009. L'auteur a abouti aux résultats suivants : le PIB par habitant, le taux d'alphabétisation, et la masse monétaire influencent positivement les dépenses publiques d'éducation en RDC.

Biletika A. (2011) a étudié l'efficacité des dépenses publiques en capital humain sur la croissance économique en RD. Congo. Il résulte de cette étude que les dépenses publiques d'investissement en capital humain ont un effet positif, mais non significatif sur la croissance économique en RD. Congo.

Cisse K. (2005) a étudié l'impact des déterminants de la scolarisation primaire sur la qualité de l'enseignement au Sénégal. Il résulte de cette étude que le salaire des enseignants et le nombre

d'établissements préscolaires ont un impact positif sur la réussite des élèves en fin de cycle primaire. Par contre, des effectifs pléthoriques dans les salles de classe ont un impact négatif sur la réussite des élèves en fin de cycle primaire.

De son côté, Sacko K. (2007) qui a fait une étude sur l'impact des dépenses publiques d'éducation sur la qualité du système éducatif Guinéen, conclut qu'en Guinée, le secteur de l'éducation est sous-financé. Cela se justifie dans le modèle de panel d'analyse par les variables qui n'ont pas d'impacts significatifs sur les résultats en fin de cycle à cause de leur faiblesse par rapport à la demande éducative.

Au regard de ce qui précède, pouvons-nous dire que le niveau du financement public alloué à l'éducation a-t-il une incidence positive sur les effectifs scolaires au niveau primaire ?

## II. METHODOLOGIE

Pour atteindre l'objectif principal de cette étude, une démarche méthodologique analytique est adoptée, car celle-ci nous a permis d'analyser les documents avérés pertinents à notre recherche, en l'occurrence, les ouvrages, revues et les articles ayant traité ce sujet avant.

Les données utilisées dans ce travail portent à la fois sur les variables expliquées et explicatives retenues suivantes : taux brut de scolarisation primaire comme variable expliquée ; dépenses publiques d'éducation, population scolarisable, ainsi que le taux de croissance du PIB par habitant PIB comme variables explicatives. Quant à la source, toutes les données utilisées dans ce travail proviennent du World Développement Indicator (WDI) de la Banque Mondiale et de différents rapports de la Banque Centrale du Congo (BCC) et de l'annuaire statistique de l'Unesco. Elles couvrent la période allant de 2001 à 2020.

La fiabilité de ces données est supposée acquise de lors que ces sources ont toujours été exploitées à des fins d'études qui ont été concluantes. Sur ce, nous pouvons donc procéder à l'analyse empirique. Elles proviennent des rapports de la BCC et de la banque mondiale, et de l'annuaire statistique de l'Unesco.

Ainsi, les données ont fait l'objet d'une analyse économétrique à l'aide de la technique (modèle) de régression multiple afin d'identifier clairement le lien ou la relation, et aussi rechercher le degré de dépendance entre les variables de l'étude mieux identifiées.

## III. RESULTATS

### 3.1. Spécification du modèle

En nous inspirant de l'étude d'Aiglepierre et Wagner (2007). La modélisation est une présentation d'un phénomène complexe sous forme de modèle formel. Ainsi, elle constitue une étape importante dans la mise en œuvre d'une théorie économique.

Pour arriver à bon port de nos investigations, nous allons procéder à une régression multiple entre le taux brut de scolarisation et les différentes variables explicatives prises en compte. En d'autres termes, dans le cadre de ce travail, le choix est porté sur une régression linéaire. Ce choix s'appuie d'une part, sur les objectifs poursuivis dans la présente étude qui consistent notamment à tester empiriquement si l'accroissement de dépenses publiques liées à l'éducation a une incidence sur le niveau de scolarisation primaire en RDC. Ainsi, ce modèle nous permettra de les atteindre sans aucun doute. De l'autre part, la plupart des travaux empiriques ayant trait à la thématique abordée ont utilisé cette approche.

Le modèle se présente comme suit :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_i \sum_{i=1}^p X_{it} \quad (1)$$

$$Y_t = \beta_0 + \beta_i \sum_{i=1}^p X_{it} + \varepsilon_t \quad (2)$$

Où  $Y_t$  : représente la variable dépendante

$X_{it}$ : représentent le vecteur des variables indépendantes

$\beta_i$  : représente les coefficients à estimer

$\varepsilon_t$  : représente la perturbation ou l'erreur.

$$TBSP_t = f(DPE, POPSCOL, PIBH)_t$$

Donc, en remplaçant  $Y_t$  par le  $LTBSP_t$  et  $X_{it}$  par les différentes variables explicatives respectivement par  $LDPE_t, LPOPSCOL_t, LPIBH_t$ , l'équation (2) devient alors :

$$LTBSP_t = \beta_0 + \beta_1 LDPE_t + \beta_2 LPOPSCOL_t + \beta_3 LPIBH_t + \varepsilon_t$$

### 3.2. Présentation des variables

Les variables que nous avons prises en compte pour notre analyse empirique découlent de la théorie et des analyses antérieures (revue de littérature). En d'autres termes, nous avons retenu les variables pertinentes qu'après avoir consulté la relation théorique qui existe entre ces variables et consulté les autres études faites dans ce sens.

#### - Dépense Publique de l'éducation

Nous nous accordons que les dépenses publiques d'éducation en principe doivent représenter une part importante dans le budget de l'état. De ce fait, toutes choses restant égales par ailleurs, le financement public d'éducation doit augmenter avec les dépenses publiques.

#### - Taux brut de scolarisation

Pour mieux capter les réalisations éducatives au degré primaire, nous avons pris en compte le taux brut de scolarisation primaire (TBSP). Il mesure la participation effective de la population scolarisable au système éducatif. L'universalisation de l'éducation de base, principalement de l'éducation au niveau primaire, est un objectif qui date de 1948, art. 23, de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme. D'après le plan de développement de l'éducation en Afrique, élaboré en 1961 à Addis-Abeba avec le concours de l'UNESCO, l'objectif pour l'horizon 1980 était de rendre l'enseignement primaire universel.

#### - Produit Intérieur brut par habitant

Il est égal au rapport PIB/ nombre d'habitants. Le PIB est mesuré en terme réel. Le revenu par habitant est le principal indicateur du niveau de vie des habitants. Si le revenu des agents économiques augmente, les dépenses consacrées à l'éducation augmentent aussi toutes choses restant égales par ailleurs. Cela a du reste été vérifié dans les pays émergents avec la création de la classe moyenne.

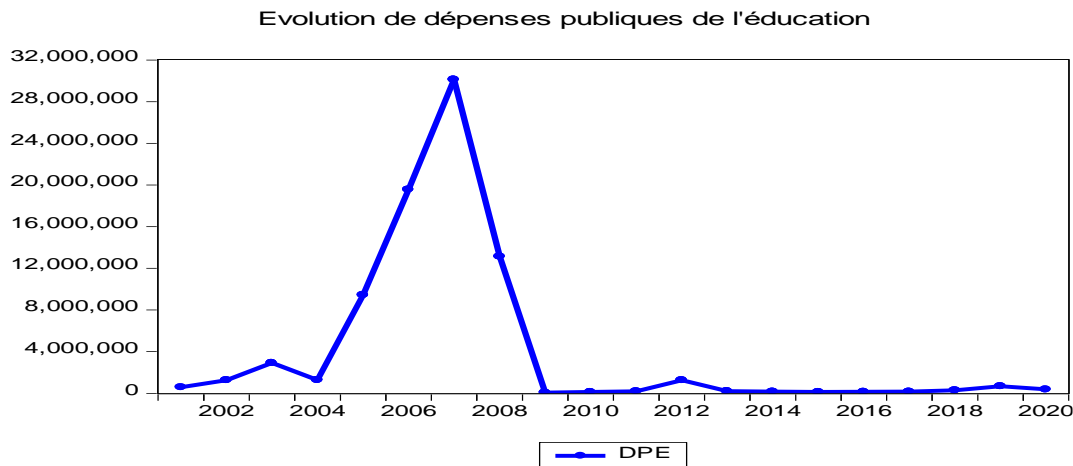
#### - Population Scolarisable

C'est l'effectif total du groupe d'âge ayant l'âge officiel de fréquenter un niveau d'éducation.

### 3.3. Analyse graphique

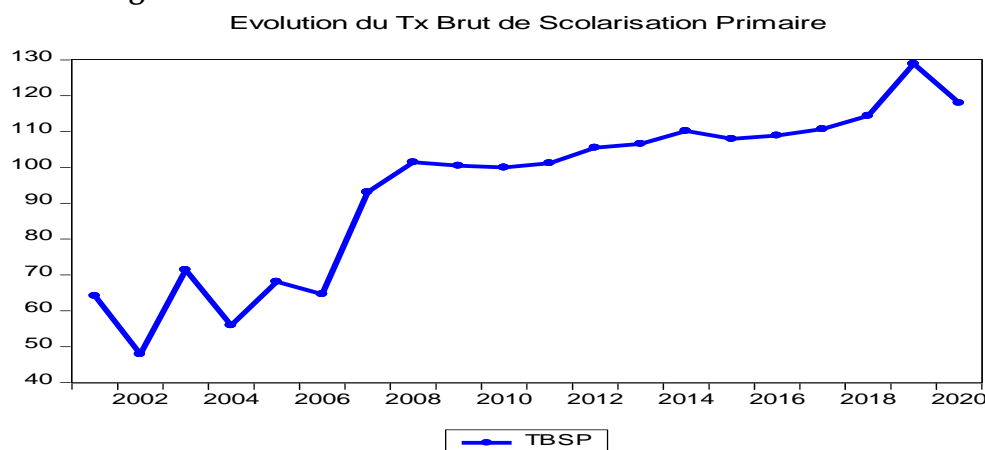
L'analyse graphique fait partie de tests informels dans l'analyse de séries temporelles. Les représentations graphiques amènent à présumer que les séries du taux brut de scolarité primaire (TBSP), la population scolarisable (POPSCOL), ainsi que le Produit Intérieur Brut par tête (PIBH) sont non stationnaires (en moyenne, car elles sont affectées d'une tendance nuisible, mais la série de dépenses publiques de l'éducation (DPE) donne présomption de la stationnarité à niveau (en moyenne), malgré sa variabilité. Toutefois, ces résultats seront vérifiés à travers le test formel de stationnarité. Ci-dessous les représentations graphiques de différentes variables d'intérêt prises en compte dans l'analyse :



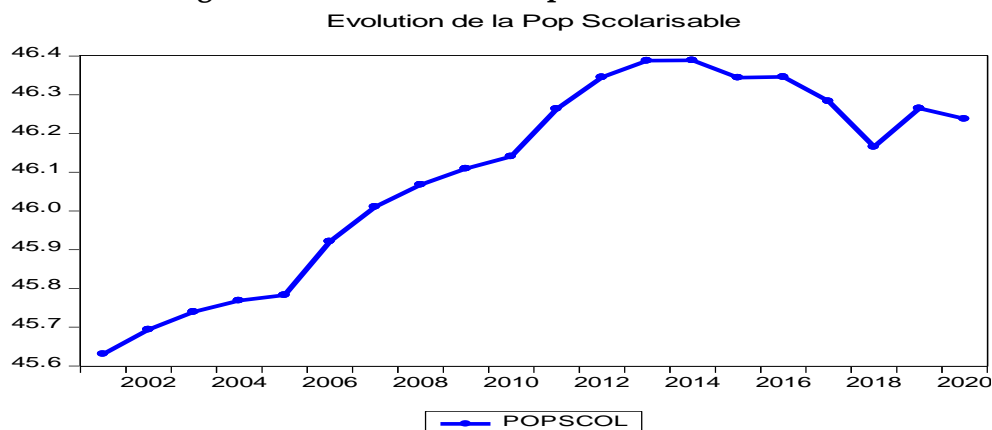
**Figure 1: Evolution des dépenses publiques de l'éducation**

Source : Auteurs. Cette source est la même pour la suite de graphiques.

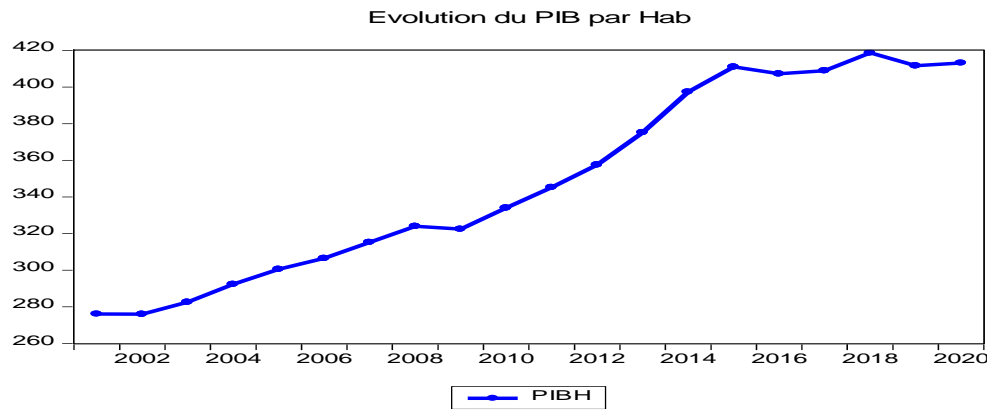
L'évolution des dépenses publiques de l'éducation montre que pour l'ensemble de la période de 2001-2020, les dépenses publiques de l'éducation n'ont pas évolué de la même manière. Il s'agit de l'une des conséquences générationnelles des mesures du programme d'ajustement structurel (PAS) qui recommandait notamment la réduction des dépenses dans ce secteur. Pourtant, l'augmentation des dépenses dans le secteur éducatif est supposée avoir des effets positifs sur le niveau de l'éducation primaire, secondaire, supérieure et universitaire. En effet, la qualité de l'enseignement est aussi fortement tributaire du budget alloué à ce secteur.

**Figure 2 : Evolution du Taux Brut de Scolarisation Primaire**

Pour ce qui est de la situation du taux brut de scolarisation primaire, il ressort de la figure que le taux brut de scolarisation a évolué de façon croissante au cours de la période de l'étude.

**Figure 3 : Evolution de la Population Scolarisable**

Par ailleurs, Il ressort de la lecture de cette figure que la popularisation scolarisable a évolué à un rythme rapide et croissant, allant de 2001- 2020.

**Figure 4: Evolution du Produit Intérieur Brut par tête**

De l'analyse de cette figure, nous constatons que le produit intérieur brut par tête a évolué d'une façon croissante.

Durant la période sous examen (2001-2020), le taux brut de scolarisation primaire, la population scolarisable et le produit intérieur brut par tête ont évolué de façon croissante. Cependant, les dépenses publiques allouées au secteur éducatif n'ont pas évolué dans le même rythme. Il s'agit là d'une des conséquences générationnelles des mesures du programme d'ajustement structurel (PAS) qui recommandait notamment la réduction des dépenses dans ce secteur. Pourtant, l'augmentation des dépenses dans le secteur éducatif est supposée avoir des effets positifs sur le niveau de l'éducation primaire, secondaire, supérieure et universitaire. En effet, la qualité de l'enseignement est aussi fortement tributaire du budget alloué à ce secteur.

#### IV. ANALYSE DESCRIPTIVE

**Tableau I. Statistiques descriptives**

	DPE	TBSP	POPSCOL	PIBH
Moyenne	4108070.	93.97630	46.09467	348.8093
Médiane	484527.3	101.3029	46.15312	339.6438
Maximum	30120918	128.9000	46.38868	418.7386
Minimum	75334.40	47.92185	45.63093	276.0559
Ecart-type	8041711.	23.10909	0.253892	52.27851
Asymétrie	2.224616	-0.649268	-0.534176	0.055356
Aplatissement	6.958160	2.157597	1.862292	1.471432
Jarque-Bera	29.55225	1.996530	2.029798	1.957314
Probabilité	0.000000	0.368518	0.362439	0.375815
Sum	82161408	1879.526	921.8934	6976.185
Sum Sq. Dev.	1.23E+15	10146.57	1.224766	51927.81
Observations	20	20	20	20

Source : Auteurs. Cette source est la même pour le reste de tableaux.

Il ressort du tableau ci-dessus que les dépenses publiques en éducation en millions USD évoluent autour d'une moyenne de 4108070, d'un maximum de 30120918, d'un minimum de 75334.40, et une médiane de 484527.3. Sa distribution est fortement dispersée autour de sa moyenne de la période.

Le Produit Intérieur Brut par tête évolue avec une moyenne et une médiane qui sont respectivement de 348.8 et 339.6 USD. Ses valeurs maximale et minimale sont respectivement de 418.7 et 276.1 USD.

La population scolarisable fluctue autour d'une moyenne et d'une médiane respectivement de 46.09467 et 46.15312 %. Par ailleurs, le taux brut de scolarisation au niveau primaire évolue autour d'une moyenne de 93.97630 % et d'une médiane de 101.3029 %.

**Tableau II. Analyse de la corrélation entre les variables**

Corrélation				
(Probabilité)	DPE	PIBH	POPSCOL	TBSP
DPE	1.000000			
	-----			
PIBH	-0.361136	1.000000		
	(0.1177)	-----		
POPSCOL	-0.275892	0.870824	1.000000	
	(0.2390)	(0.0000)	-----	
TBSP	0.646160	0.886040	0.895876	1.000000
	(0.2955)	(0.0000)	(0.0000)	-----

L'analyse de la corrélation entre les différentes variables prises deux à deux, montre qu'il existe une corrélation positive et significative entre le Produit Intérieur Brut per capita (PIBH) et le taux brut de scolarisation (TBSP), et entre celui-ci (TBSP) et la population scolarisable (POPSCOL). En outre, il existe aussi une corrélation positivement significative entre le PIBH et la population scolarisable.

En effet, les dépenses publiques de l'éducation sont fortement corrélées avec le taux brut de scolarisation primaire ( $r = 0.646160$ ). En d'autres termes, l'augmentation des dépenses publiques dans le secteur éducatif améliore la participation effective de la population scolarisable au système éducatif.

Par ailleurs, le niveau du Produit Intérieur Brut per capita est également fortement corrélé avec le taux brut de scolarisation primaire ( $r = 0.886040$ ). En ce sens, l'augmentation du niveau de vie de la population (des ménages) améliore aussi leur participation effective au système éducatif. Les parents vont ainsi envoyer leurs enfants à l'école, les enseignants seront motivés à enseigner, les élèves également seront soumis dans de bonnes conditions.

Ensuite, la population scolarisable est non plus fortement corrélée avec le taux brut de scolarisation primaire ( $r = 0.895876$ ). Ainsi, la participation effective de la population est fonction croissante de l'effectif de la population scolarisable.

Signes attendus des variables

Le tableau 3 ci-dessous décrit les variables considérées dans le modèle. En plus, il présente aussi les signes attendus des différentes variables.

**Tableau III. Mesure des variables dans l'analyse empirique**

Variables	Effet attendu
Population Scolarisable (PopScol)	+
Dépenses Publiques de l'éducation (DPE)	+
Produit Intérieur Brut per capita (PIBH)	+

## V. ESTIMATIONS DU MODELE

### 5.1. Analyse de la stationnarité de séries

Un préalable essentiel dans l'analyse des séries temporelles pour éviter des régressions fallacieuses est l'analyse de la stationnarité des séries. Pour ce faire, nous nous sommes servis du test de Dickey- Fuller Augmenté (ADF), sous l'hypothèse que les séries sont affectées d'une tendance linéaire, et que les erreurs sont auto corrélées (le test portant sur des modèles autorégressifs). Il s'agit donc question de comparer la statistique ADF à la Valeur Critique de Mackinnon. Ci-dessous les résultats de test de la racine unitaire :

**Tableau IV. Résultats du test de racine unitaire**

	Variables en niveau			Variables en différence			Ordre d'intégration
	ADF Test						
	ADF-t	VCM (5%)	D	ADF-t	VCM (5%)	D	I(k)
LTBSP	-2,8475	-3,0636	NS	-4,1497	-3,7332	S	I(1)
LDPE	-0,2959	-1,9602	NS	-4,2370	-2,9614	S	I(1)
LPOPSCOL	-2,1828	-3,0299	NS	-2,7374	-1,9614	S	I(1)
LPIBH	-3,4658	-3,7597	NS	-3,2108	-1,9644	S	HP

**Note :** NS : Non Stationnaire, S : Stationnaire, I(k) : Intégré d'ordre k, D : Décision

A la lumière des résultats sur le test de racine unitaire (cfr tableau ci-dessus, il y a lieu de relever que toutes les variables sont non stationnaires en niveau avec dérive. Ainsi, nous avons utilisé l'opérateur de différence pour les rendre stationnaires. De ce fait, elles sont toutes intégrées d'ordre 1, à l'exception du Produit Intérieur Brut qui est stationnarisé avec le filtre d'Hoddrick-Prescott.

**Tableau V. Résultats de l'estimation**

Dependent Variable: LTBSP				
Method: Least Squares				
Date: 27/05/24 Time: 11:47				
Sample: 2001 2020				
Included observations: 20				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-113.2530	42.85083	-2.642959	0.0177
LDPE	0.010193	0.018950	0.537871	0.5981
LPOPSCOL	2.599919	11.72625	2.524251	0.0225
LPIBH	0.724815	0.430715	1.682818	0.1118
R-squared	0.829409	Mean dependent var		4.508870
Adjusted R-squared	0.797423	S.D. dependent var		0.280599
S.E. of regression	0.126294	Akaike info criterion		-1.123556
Sum squared resid	0.255202	Schwarz criterion		-0.924410
Log likelihood	15.23556	Hannan-Quinn criter.		-1.084681
F-statistic	25.93047	Durbin-Watson stat		1.869514
Prob(F-statistic)	0.000002			

**Source :** Auteurs

Il ressort de nos estimations que :

- Le pouvoir explicatif de notre modèle est de 82,9% ( $R^2 = 0.829409$ ), c'est-à-dire les variables prises en compte expliquent le comportement du taux brut de scolarisation à 83% ;
- Globalement, tous les paramètres sont significatifs, car Prob (F-statistic) = 0.000002 est inférieure au seuil de significativité de 1% ou 5%. Ainsi, toutes variables prises en compte exercent un effet significatif sur le taux brut de scolarisable primaire ;
- Étant donné qu'il s'agit d'un modèle double log, les coefficients seront interprétés comme des élasticités. Par ailleurs, les dépenses publiques de l'éducation ont une incidence

positive sur le niveau de scolarisation primaire avec un coefficient positif de 0,010193. C'est-à-dire si les dépenses publiques de l'éducation augmentent d'un point, le taux brut de scolarisation augmentera de façon moins proportionnelle de 0,010193 point, mais cette incidence reste non significative durant la période d'étude au seuil de 5%.

- De ce qui précède, lorsque la population scolarisable augmente d'un point, le taux brut de scolarisation augmentera de façon plus que proportionnelle de 2,6 points. Et l'effet de la population scolarisable sur la participation effective au système éducatif est très significatif (Probabilité de t-statistic = 0,0225 est inférieure au seuil de significativité de 5%). En effet, peu importe les conditions, lorsque l'effectif d'enfants s'accroît, il y a une augmentation de la participation au système éducatif, car aucun parent ne peut accepter que ses enfants ratent leur éducation ;
- De plus, le niveau du produit intérieur brut par tête exerce aussi un effet positif sur le taux brut de scolarisation primaire. Ainsi, lorsque le PIB par tête augmente d'un point, la participation effective de la population augmentera de façon moins proportionnelle de 0,797 point. En effet, le PIB par tête étant un indicateur qui peut permettre de capter le niveau de vie d'une population, alors nous disons que le niveau de vie exerce un effet positif sur la participation au système éducatif. Plus les parents ont des moyens, plus ils enverront les enfants à l'école.

## CONCLUSION

Notre travail a porté sur le financement public et la scolarisation primaire en République Démocratique du Congo.

La présente étude a eu pour objectif d'établir le lien entre le financement public du secteur de l'éducation et la scolarisation primaire en RDC de 2001 à 2020. Pour atteindre cet objectif, nous avons soutenu l'hypothèse selon laquelle le financement public alloué au secteur de l'éducation en RDC a une incidence positive sur le niveau de la scolarisation primaire.

Notre travail était d'établir le lien entre le financement public du secteur de l'éducation et la scolarisation primaire en RDC partant d'une régression classique par la méthode de moindres carrés ordinaires (MCO).

Eu égard aux résultats, nous constatons que les dépenses publiques de l'éducation ont une incidence positive sur le niveau de la scolarisation primaire. Mais cette incidence reste non significative suite à la faible capacité de financement allouée au secteur de l'éducation primaire. Ce dernier est expliqué par la population scolarisable et le produit intérieur brut par tête qui exercent un effet positivement significatif sur le taux brut de scolarisation primaire.

A cet effet, nous formulons les recommandations suivantes au pouvoir public :

- améliorer la gouvernance politique, administrative et financière du système éducatif ;
- accorder la priorité au secteur de l'éducation en relevant progressivement la part du budget alloué à ce secteur, laquelle demeure faible au regard du seuil de 20% au moins proposé par la Banque Mondiale ;
- le gouvernement congolais doit améliorer la qualité de la gouvernance en luttant contre la corruption observée dans presque tous les secteurs, surtout celui de l'éducation, ce qui permettrait d'améliorer la qualité de l'éducation par le biais d'une attention soutenue sur les conditions de travail des enseignants, ainsi que leurs conditions de vies.

## BIBLIOGRAPHIE

- AHMED, S. et ALBERTIN, J., *Lexique d'économie*, Dalloz, Paris.2004.
- AKPABIE. C et AUDINOS. B, *Les principaux indicateurs de l'éducation*, COMED, Dakar, 2001.
- BANQUE CENTRALE DU CONGO(BCC), *Rapport annuel2012-2018*
- BANQUE MONDIALE, *système éducatif congolais de la RDC : priorités et alternatives*, document du travail, 2011
- BANQUE MONDIALE. *Le système éducatif congolais de la RDC : priorités et alternatives*, document de travail, département de développement humain, Région Afrique 2005

- BANQUE MONDIALE. Rapport national de suivi de l'ODD4 et de la CESA. Octobre 2020
- BANQUE MONDIALE. Revues des dépenses publiques du secteur de l'éducation en RDC : une analyse d'Efficienc, d'efficacité et d'Equité, Kinshasa, 2015
- DUBBELDAM, et al. *Annuaire international de l'éducation : développement, culture et éducation*, Vol XLIV, UNESCO, 1994.
- EKWA, M., *L'école trahie*, éd. Cadicec, Kinshasa, 1998.
- KALEMASI, M., Déterminants microéconomiques de la qualité de l'éducation en RDC. Mémoire de master recherche en Sciences Economiques, FASEG-YAOUNDE II. 2014
- LAFON, R. *Dictionnaire de la langue psychologique*, PUF, Paris, 1971.
- MVUDI, M., Estimation du coût et problématique du financement de la gratuité de l'éducation de base en RDC, in cahiers économiques sociaux, vol XXXII, 2015, p.18
- RAPPORT CONSULTANCE. Financement innovant de l'éducation en RDC, Kinshasa 2020
- ROHEN D'AIGLEPIERRE, Economie de l'éducation dans les pays en développement : Cinq essais sur l'aide internationale à l'éducation, la nature publique ou privée de l'enseignement de choix des parents, l'efficienc des collègues et la satisfaction des enseignants. Thèse en Sciences Economiques, FASEG-Université d'Auvergne 2011
- SACKO, K., Impact des dépenses publiques d'éducation sur la qualité du système éducatif Guinéen, mémoire de DEA, en politique économique et gestion de l'économie, IDEP, Mai 2007